

Cameroun : l'ONU lance un appel pour un accroissement de l'assistance aux réfugiés venus de la RCA



M. ABOU MOUSSA AVEC DES REFUGIES DE GADO BADZERE PH. UNOCA/OUENDJI

Yaoundé (Cameroun), 14 mars 2014 – Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, a lancé un appel à la communauté internationale et aux bailleurs de fonds afin qu'ils accordent une attention accrue à la situation des réfugiés fuyant les tensions meurtrières en République Centrafricaine (RCA). Lors d'une conférence de presse le 14 mars à Yaoundé, la capitale du Cameroun, il a notamment exprimé le vœu que les donateurs financent « davantage l'aide humanitaire », compte tenu de la précarité dans laquelle ces réfugiés vivent dans les différents camps et sites installés dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est.

Après avoir visité les localités de Gado Badzere et de Garoua-Boulai, à la frontière avec la RCA, M. Abou Moussa a indiqué aux journalistes qu'il était temps d'accélérer le rythme des contributions aux opérations de secours à ces personnes vulnérables. « Les victimes, qui représentent une douzaine de nationalités, sont exposées aux maladies de toutes

sortes du fait des conditions de logement et d'hygiène insoutenables », a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, par ailleurs chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA). « Pour éviter les épidémies comme le choléra, il faut agir vite, ensemble, d'autant plus que la saison des pluies approche », a-t-il ajouté avec insistance, évoquant la nécessité impérieuse de construire des points d'eau et des latrines.

D'après les estimations récentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), depuis 2004, le Cameroun compte plus de 140 000 réfugiés venus de la RCA. Plus de 42 000 d'entre eux ont été enregistrés entre le 1^{er} janvier et le 13 mars 2014, dont plus de 26 000 à l'Est. Ces derniers temps, entre 4000 et 5000 nouveaux arrivants débarquent chaque semaine au Cameroun. M. Abou Moussa a révélé que les agences spécialisées des Nations Unies ont déjà débloqué 10 millions de dollars sur fonds propres pour faire face aux urgences. Il a averti que dans une semaine, il leur faudra encore au moins 10 millions de dollars pour remplir efficacement leurs obligations en faveur des réfugiés. « L'enjeu est capital, car il s'agit de sauver des vies, de diminuer les souffrances et de préserver la dignité humaine », a-t-il expliqué, rappelant que cette question cruciale fait partie du plan en six points proposés par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, pour mettre fin à l'instabilité en RCA.

Par ailleurs, M. Abou Moussa a fait observer qu'il y a « un important travail de fond à mener pour que les victimes retrouvent une vie normale, en particulier les femmes qui subissent les viols sur le chemin de l'exil ainsi que les enfants traumatisés par la guerre et les abus subis par leurs parents ». Il a soutenu que les « auteurs de ces actes odieux et de toutes les autres violations des droits de l'homme constatées par les organismes compétents doivent être poursuivis et punis conformément à la loi et au droit international ».

Pour le reste, le Chef de l'UNOCA s'est appesanti sur les effets collatéraux de la crise centrafricaine sur le secteur économique ainsi que son impact sur le plan sécuritaire. « Il faut renforcer la surveillance dans les différents points d'entrée et dans des endroits non identifiés comme tel pour préserver la paix sociale, garantir l'intégrité physique des citoyens et éviter la circulation incontrôlée des armes », a noté M. Abou Moussa. Il s'est réjoui du fait que le Gouvernement camerounais ait inscrit ce défi parmi ses priorités. Lors de ses derniers entretiens avec le Ministre des Relations extérieures (M. Pierre Moukoko Mbonjo) le 11 mars puis avec celui de la Défense (M. Edgar Alain Mebe Ngo'o) et avec le Secrétaire général de la Présidence de la République (M. Ferdinand Ngoh Ngoh) le 14 mars, il a encouragé les autorités à poursuivre leur politique en faveur de la protection des réfugiés et de la sécurisation des frontières.

Lors de sa mission d'une semaine au Cameroun, M. Abou Moussa était accompagné par la Coordinatrice résidente du système des Nations Unies au Cameroun, Mme Najat Rochdi, ainsi que par les représentants du Bureau régional des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), du Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA (BINUCA) et du Secrétariat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et plusieurs autres organismes onusiens étaient également présents lors de la visite des camps et sites des réfugiés dans la région de l'Est, du 12 au 14 mars.

M. Abou Moussa a annoncé qu'après le Cameroun, il se rendra bientôt au Congo et en République démocratique du Congo (RDC). Ces deux pays reçoivent aussi des réfugiés en provenance de la RCA, tout comme le Tchad où il a effectué une mission d'évaluation en février. A la fin de ces visites, les Nations Unies proposeront une réponse globale et coordonnée pour permettre aux Gouvernements des pays affectés de faire face aux situations vécues sur le terrain. Le Conseil de sécurité en sera également saisi lors de la présentation du Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités de l'UNOCA.